

[Français]

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

LA RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Michel Champagne (Champlain): Monsieur le Président, le 21 janvier dernier, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Wise) annonçait une réduction des taux d'intérêt de la Société du crédit agricole. Cette initiative touche plus de 5,600 producteurs agricoles qui ont fait des emprunts à des taux d'intérêt se situant entre 14 et 16.75 p. 100. De par cette politique, ces mêmes taux seront ramenés à certains égards à 12.75 p. 100. Cela représente un allègement de 16 millions de dollars pour ces mêmes producteurs.

Cette décision, monsieur le Président, touche directement et indirectement l'ensemble de l'économie canadienne. Elle permettra à nos jeunes d'envisager la relève agricole avec plus d'optimisme. Elle permettra de freiner le nombre de faillites causées en partie par des taux usuraires acceptés par le gouvernement précédent, et surtout d'entrevoir des jours meilleurs pour nos producteurs agricoles.

J'aimerais rappeler à nos amis d'en face que cette décision était un engagement électoral de notre parti et qu'elle est le reflet d'un gouvernement responsable et soucieux de l'avenir.

Monsieur le Président, soyez assuré que notre gouvernement, par l'entremise de son ministre de l'Agriculture, verra à poursuivre ses consultations auprès des divers agents du milieu agricole afin d'offrir des solutions concrètes à nos producteurs canadiens.

* * *

● (1410)

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

LA DOMTAR—LA DÉCISION DU MINISTRE

M. Carlo Rossi (Bourassa): Monsieur le Président, le projet d'investissement de 1.2 milliard de dollars de la compagnie Domtar à Windsor au Québec prouve hors de tout doute la véritable faiblesse, l'inertie et l'indifférence du caucus progressiste conservateur du Québec dans les grands dossiers économiques de notre province.

Nonobstant que les vrais hommes forts du parti progressiste conservateur au Québec sont les amis non élus du premier ministre (M. Mulroney) à Montréal, les Québécois sont en droit de se demander pourquoi les députés progressistes conservateurs du Québec ont accepté une telle décision.

La Presse ce matin nous donne partiellement la réponse. Le ministre des Travaux publics (M. La Salle) l'a appris par la voie des journaux, ainsi que le député de Mégantic-Compton-Stanstead (M. Gérin). Le ministre d'État (Petites entreprises) (M. Bissonnette) et le président du caucus progressiste conservateur du Québec ignoraient ce dossier et évidemment le premier ministre était en vacances en Floride.

Il est évident, monsieur le Président, que les députés progressistes conservateurs du Québec ne sont pas mis au courant des grands dossiers. D'autre part, ils ne s'intéressent pas à ces dossiers. Cette décision politique est tout à fait inacceptable et

Article 21 du Règlement

je souhaite que la majorité silencieuse, savoir le caucus progressiste conservateur du Québec, cesse ses vacances et exige soit un renversement de la décision du ministre, soit sa démission.

* * *

[Traduction]

LES PARLEMENTAIRES

LE COMPORTEMENT DES MÉDIAS À LEUR ENDROIT

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, je ne suis pas le seul à être dégoûté du fait que quelques libéraux et certains médias ont voulu ternir la réputation de deux députés de la Chambre. Voici quelques extraits d'une lettre que j'ai reçue:

Quelques-uns de vos électeurs s'inquiètent de certaines choses qui se passent à Ottawa et nous vous demandons de bien vouloir nous les expliquer... Est-il vrai qu'un quotidien d'Ottawa et une entreprise de télévision ont dépensé des milliers de dollars pour envoyer une équipe de reporters et de photographes en Allemagne pour découvrir que l'un de nos ministres est allé, après les heures de service, boire un verre dans une boîte de nuit? Je peux vous affirmer que cela ne nous fait ni chaud ni froid—nous sommes plus préoccupés par le prix du porc... Je suis à peu près sûr que s'ils visitaient les boîtes d'Ottawa ou de Hull n'importe quel soir de la semaine, ils y trouveraient des ministres et des libéraux et même des journalistes en train de boire un coup. Ce serait beaucoup plus économique n'est-ce pas? S'agit-il de journalisme nouvelle vague? Ou de journalisme à sensation? Ou simplement de déterrement de scandales?

En ce qui concerne la sécurité... Est-il exact que les médias et les libéraux veulent savoir qui a parlé à qui et ce qui a été dit. Si le gouvernement le révélait, c'en serait fait de la sécurité, n'est-ce pas? Je crois que les libéraux devraient le boucler de façon que le gouvernement que nous avons élu puisse nous envoyer nos chèques de stabilisation...

J'en conclus donc que si les libéraux veulent vraiment reconstruire leur parti, ils feraient mieux de s'appuyer sur la vérité et la justice au lieu de se livrer à des insinuations et à la diffamation, car cela revient à persécuter des hommes honorables.

* * *

LES ARMES SPATIALES

L'INITIATIVE AMÉRICAINE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE

M. Derek Blackburn (Brant): Le ministre de la Défense nationale (M. Clark) prétend que le Canada, en tant qu'allié des États-Unis, doit appuyer l'initiative américaine de défense stratégique, car c'est cela qui a ramené les Soviétiques à la table de négociation.

Mais maintenant, ce sont les États-Unis qui risquent de faire éclater l'alliance et de détruire toutes les possibilités de paix.

Les Américains prétendent que la «guerre des étoiles» est au cœur de leur stratégie à long terme. Il ne s'agit plus simplement de recherche pour se maintenir au même niveau que les Soviétiques.

Ils refusent d'abandonner. Ils prétendent que l'initiative de défense stratégique n'est pas simplement un moyen de négociation. Mais il semble que les Soviétiques proposeront une diminution de leurs missiles nucléaires de portée intermédiaire et stratégiques en échange d'une interdiction des armes spatiales.